

SACOR AUDIT

13, rue Auber
75009 Paris

AUDIT ET CONSEIL UNION

17, rue Joseph de Maistre
75018 PARIS

TRILOGIQ

Société Anonyme

5 rue Saint Simon
95310 SAINT OUEN L'AUMONE

**Rapport des Commissaires aux
Comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 mars 2021

SACOR AUDIT

13, rue Auber
75009 Paris

AUDIT ET CONSEIL UNION

17, rue Joseph de Maistre
75018 PARIS

TRILOGIQ

Société Anonyme

5 rue Saint Simon
95310 SAINT OUEN L'AUMONE

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 mars 2021

Aux actionnaires,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Trilogiq S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 mars 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} avril 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

La société a procédé à des tests de perte de valeur selon les modalités décrites dans la note sur le bilan ayant une incidence comptable de l'annexe pour :

- La dépréciation d'immobilisations,
- Les dépréciations de titres de participation et des créances rattachées à des participations.

Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests de perte de valeur ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et hypothèses utilisées et nous avons vérifié que les notes immobilisations financières et dépréciation des actifs ayant une incidence comptable de l'annexe donne une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration arrêtés le 13 juillet 2021 et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration le 13 juillet 2021.

Responsabilités des Commissaires aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si

ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris le 13 juillet 2021

Les Commissaires aux Comptes

Sacor Audit



Claire DISSEZ

Audit et Conseil Union



Régis REVEL

Comptes annuels

Période du 01/04/2020 au 31/03/2021

SA TRILOGIQ

5 Saint Simon
95310 ST OUEN L AUMONE

APE : 3101Z -
Siret : 38745257600029

mazars

MAZARS LE HAVRE

Société d'Expertise Comptable inscrite au tableau
de l'ordre des experts comptables
15 QUAI LAMANDE

76600 LE HAVRE

Tél : 02 32 74 03 03

Fax : 02 35 21 47 74

Courriel : lehavre@mazars.fr

Web : www.mazars.fr

Etats de synthèse

Bilan Actif

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net 31/03/2021	Net 31/03/2020
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val.similaire	5 395 104	5 395 104		
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles	163 318	147 699	15 619	70 058
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains	551 930		551 930	551 930
Constructions	4 392 305	3 248 087	1 144 219	1 457 615
Installations techniques, matériel et outillage industriels	12 838 979	11 438 401	1 400 578	2 336 202
Autres immobilisations corporelles	801 062	794 648	6 414	24 558
Immobilisations corporelles en cours	4 500		4 500	
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations	4 964 453	4 287 025	677 428	697 099
Créances rattachées aux participations	5 163 628	1 844 734	3 318 894	3 752 989
Autres titres immobilisés	76		76	76
Prêts				
Autres immobilisations financières	1 025 994		1 025 994	894 212
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	35 301 347	27 155 697	8 145 650	9 784 737
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements	234 050		234 050	155 350
En-cours de production (biens et services)	27 560		27 560	15 926
Produits intermédiaires et finis	911 530		911 530	777 193
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				4 499
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	2 403 667	472 862	1 930 805	2 227 763
Autres créances	411 916		411 916	520 892
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières de placement	11 605 757		11 605 757	10 627 074
Disponibilités	3 757 500		3 757 500	3 143 746
Charges constatées d'avance (3)	59 977		59 977	47 756
TOTAL ACTIF CIRCULANT	19 411 956	472 862	18 939 094	17 520 199
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif	322 038		322 038	506 508
TOTAL GENERAL	55 035 341	27 628 559	27 406 782	27 811 444
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

Bilan Passif

	31/03/2021	31/03/2020
CAPITAUX PROPRES		
Capital	5 607 000	5 607 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	417 574	417 574
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	560 700	560 700
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	6 537 549	6 537 549
Report à nouveau	11 704 037	13 868 165
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	280 069	-2 164 128
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	25 106 929	24 826 860
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	322 109	554 732
Provisions pour charges	133 434	123 302
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	455 543	678 034
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	379 642	1 134 954
Emprunts et dettes financières diverses (3)	135	135
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 035 270	718 012
Dettes fiscales et sociales	394 244	422 139
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	27 436	27 932
Produits constatés d'avance (1)		
TOTAL DETTES	1 836 727	2 303 172
Ecarts de conversion passif	7 584	3 379
TOTAL GENERAL	27 406 782	27 811 444
(1) Dont à plus d'un an (a)		379 606
(1) Dont à moins d'un an (a)	1 836 727	1 923 566
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	31/03/2021	31/03/2020
Produits d'exploitation (1)		
Ventes de marchandises		
Production vendue (biens)	6 016 810	7 012 062
Production vendue (services)	507 510	643 302
Chiffre d'affaires net	6 524 319	7 655 364
Dont à l'exportation	4 142 880	4 257 472
Production stockée	145 972	-463 588
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation		
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	433 998	277 667
Autres produits	1	1
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	7 104 290	7 469 444
Charges d'exploitation (2)		
Achats de marchandises		
Variations de stock		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	2 750 423	2 769 850
Variations de stock	-78 700	41 033
Autres achats et charges externes (a)	1 787 879	2 062 530
Impôts, taxes et versements assimilés	196 940	165 907
Salaires et traitements	1 484 696	1 769 086
Charges sociales	582 922	683 919
Dotations aux amortissements et dépréciations :		
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements	1 376 871	1 889 789
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations		
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	9 710	69 288
- Pour risques et charges : dotations aux provisions	10 132	25 810
Autres charges	465 397	150 035
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	8 586 269	9 627 247
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-1 481 979	-2 157 804
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun		
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)		
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)		
Produits financiers		
De participation (3)	1 940 608	500 000
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)		
Autres intérêts et produits assimilés (3)	23 353	46 936
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges	877 978	497 192
Différences positives de change	60 207	25 931
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (V)	2 902 147	1 070 059
Charges financières		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	735 714	1 031 848
Intérêts et charges assimilées (4)	256 123	11 287
Différences négatives de change	116 702	4 214
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES (VI)	1 108 539	1 047 349
RESULTAT FINANCIER (V-VI)	1 793 607	22 710
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)	311 628	-2 135 094

Compte de résultat (suite)

	31/03/2021	31/03/2020
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	25 152	
Sur opérations en capital	104 377	1 332 607
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges	11 830	149 759
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (VII)	141 358	1 482 366
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	71 088	48 185
Sur opérations en capital	101 830	1 357 720
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VIII)	172 917	1 405 905
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	-31 559	76 461
Participation des salariés aux résultats (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)		105 495
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V+VII)	10 147 795	10 021 869
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VIII+IX+X)	9 867 726	12 185 997
BENEFICE OU PERTE	280 069	-2 164 128
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier		
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées		
(4) Dont intérêts concernant les entités liées	1 940 608	500 000



Annexe

Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SA TRILOGIQ

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/03/2021, dont le total est de 27 406 782 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 280 069 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/04/2020 au 31/03/2021.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 13/07/2021.

Règles générales

Les comptes annuels au 31/03/2021 ont été établis en conformité avec les dispositions du code de Commerce (articles L123-12 à L123-28), du règlement ANC N° 2014-03 du 05 juin 2014, modifié par le règlement ANC 2015-06 du 23 novembre 2015, et à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels, et des règlements du Comité de la Réglementation Comptable (CRC).

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

La méthode de comptabilisation des composants a été appliquée.

Règles et méthodes comptables

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Concessions, logiciels et brevets : 3 à 4 ans
- * Constructions : 10 à 50 ans
- * Agencements des constructions : 10 ans
- * Installations techniques : 3 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 3 à 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 3 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 5 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur. Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué : la valeur nette comptable de l'actif immobilisé est comparée à sa valeur actuelle.

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué : la valeur nette comptable de l'actif immobilisé est comparée à sa valeur actuelle.

Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière, si l'actif continue à être utilisé, est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

Toutefois, lorsque la valeur actuelle n'est pas jugée notablement, c'est à dire de manière significative, inférieure à la valeur nette comptable, cette dernière est maintenue au bilan.

La comptabilisation d'une dépréciation modifie de manière prospective la base amortissable de l'actif déprécié.

Titres de participations et autres titres immobilisés

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition hors frais accessoires.

La valeur d'inventaire des titres correspond à la valeur d'utilité pour l'entreprise. Elle est déterminée en fonction de l'actif net de la filiale, de sa rentabilité et de ses perspectives d'avenir. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du coût moyen pondéré.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Règles et méthodes comptables

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Opérations en devises

Lors d'acquisition d'actif en monnaie étrangère, le taux de conversion utilisé est le taux de change à la date d'entrée ou, le cas échéant, celui de la couverture si celle-ci a été prise avant l'opération. Les frais engagés pour mettre en place les couvertures sont également intégrés au coût d'acquisition.

Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en écart de conversion.

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques, en totalité suivant les modalités réglementaires.

Engagement de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Les engagements correspondants ont été comptabilisés intégralement sous la forme d'une provision.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 1,37 %
- Taux de croissance des salaires : 1,5 %
- Age de départ à la retraite : 65 ans
- Taux de rotation du personnel : 10 %
- Table de taux de mortalité : Table INSEE 2011-2013

Taux de turnover nul à compter de 54 ans.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Valeur au début d'exercice	Augmentation	Diminution	Valeur en fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	5 558 421			5 558 421
Immobilisations incorporelles	5 558 421			5 558 421
- Terrains	551 930			551 930
- Constructions sur sol propre	1 609 932			1 609 932
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	2 782 373			2 782 373
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	13 079 979		241 000	12 838 979
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport	391 288		12 291	378 997
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	422 066			422 066
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours		4 500		4 500
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	18 837 567	4 500	253 291	18 588 776
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	10 408 240	312 168	592 328	10 128 080
- Autres titres immobilisés	76			76
- Prêts et autres immobilisations financières	1 025 895	98		1 025 994
Immobilisations financières	11 434 212	312 266	592 328	11 154 150
ACTIF IMMOBILISE	35 830 200	316 766	845 619	35 301 347

Notes sur le bilan

Immobilisations incorporelles

Ce poste est constitué de logiciels acquis et de brevets. Les logiciels sont amortis suivant le mode linéaire sur la durée de vie prévue, à savoir 3 ou 4 ans pour les logiciels figurant à l'actif.

Immobilisations corporelles

Composants

Les constructions qui ont fait l'objet d'une ventilation en 5 composants au 1er avril 2005 continuent à être amorties comme suit :

- gros oeuvre, représentant 70% de l'ensemble : amortissement sur une durée restante de 20 ans,
- façade, représentant 10% de l'ensemble : amortissement sur une durée restante de 20 ans,
- parkings, représentant 10% de l'ensemble : amortissement sur une durée restante de 20 ans,
- installations générales et techniques, représentant 5% de l'ensemble : amortissement sur une durée restante de 15 ans,
- agencements, représentant 5% de l'ensemble : amortissement sur une durée restante de 20 ans.

Immobilisations financières

Actions propres :

A la clôture, la société détient 265 624 actions propres pour une valeur brute comptable de 1 008 242.80 €.

Un test de dépréciation a été réalisé par rapport au dernier cours connu de ces actions à la clôture.

Il résulte de ce test la reprise intégrale de la provision pour dépréciation constituée aux cours des exercices précédents.

Ces actions propres ont été comptabilisées en immobilisations financières, la Direction ayant l'intention de conserver durablement ces titres.

Titres et créances de sociétés liées :

Un test de dépréciation a été réalisé sur les titres et créances des sociétés liées par rapport à situation nette de chaque société liée à la date de clôture.

La valeur comptable de ces immobilisations a été ajustée, le cas échéant, par une dépréciation à hauteur de la situation nette de la société concernée.

Notes sur le bilan

Liste des filiales et participations

Renseignements détaillés sur chaque titre

	Capital	Capitaux propres	Quote-part du capital détenue	Résultat du dernier exercice clos
- Filiales (détenues à + 50 %)				
GRAPHIT SYSTEM LIMITED 99999 Worcester	3 051 285	-4 589 227	100,00	-218 245
TRILOGIQ ROMANIA S.R.L 99999 Pitesti / Jud Arges	203	762 971	100,00	41 360
TRILOGIQ IBERIA S.L.U 08291 RIPOLLET	100 000	-35 536	100,00	-18 970
TRILOGIQ SWEDEN AB 21420 MALMO	9 767	-28 360	100,00	-7 062
TRILOGIQ MODULAR SYSTEM INDIA 560105 BENGALORE	78 889	-76 134	100,00	
TRILOGIQ DEUTSCHLAND GMBH 84051 Altheim/Essenbach	25 000	4 569 227	100,00	8 005
TRILOGIQ BENELUX 9830 Sint-Martens-Latem	52 360	-87 424	100,00	8 118
TRILOGIQ HUNGARIA Kft 1171 BUDAPEST	8 258	-2 321	100,00	72 338
THE TUBE AND BRACKET CIE Ltd 99999 OX16 7 RT OXFORD	179 930	240 966	91,00	-232 714
TRILOGIQ CZ S.R.O 99999 Praha 8	7 650	103 059	100,00	-73 339
TRILOGIQ METAL VE KIMYA URUNLERI 34912 Pendik ISTAN	5 141	415 788	100,00	231 137
TRILOGIQ ITALIA SRL 20060 Gessate / Milano	310 000	-192 194	100,00	-4 914
TRILOGIQ SOUTH AFRICA 60560 Port Elizabeth	58	406 911	100,00	-2 622
TRILOGIQ do BRASIL Ltda 99999 Valinhos	37 676	700 066	100,00	-178 672
TRILOGIQ POLAND SP ZOO 01494 Warszawa	10 751	615 372	100,00	52 947
TRILOGIQ SLOVAKIA 03601 Martin	20 000	592 973	100,00	66 896
TRILOGIQ USA CORPORATION 48150 Michigan	85	835 278	100,00	1 530 021
TRILOGIQ MAROC 20000 CASABLANCA	940	-297 241	100,00	-1 293
- Participations (détenues entre 10 et 50%)				

Les valeurs en euros figurant dans ce tableau proviennent de la conversion des valeurs en devises figurant sur les bilans des filiales.

Les conversions ont été effectuées au cours de change à la date de clôture comptable pour les données "capital" et "capitaux propres hors capital", et au cours de change moyen de l'exercice pour la donnée "résultat du dernier exercice clos".

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Valeur en début d'exercice	Augmentation	Diminutions	Valeur en fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	5 488 363	54 439		5 542 802
Immobilisations incorporelles	5 488 363	54 439		5 542 802
- Terrains				
- Constructions sur sol propre	1 218 173	74 147		1 292 320
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	1 716 518	239 249		1 955 767
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	10 446 564	990 892	139 170	11 298 286
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport	376 788	10 230	12 291	374 726
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	412 008	7 914		419 922
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	14 170 050	1 322 432	151 461	15 341 020
ACTIF IMMOBILISE	19 658 413	1 376 871	151 461	20 883 823

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 9 065 180 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations	5 163 628		5 163 628
Autres	1 025 994		1 025 994
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	2 403 667	2 403 667	
Autres	411 916	411 916	
Charges constatées d'avance	59 977	59 977	
Total	9 065 180	2 875 559	6 189 621

Produits à recevoir

	Montant
CREANCES SUR DEPOTS ET CAUTIONNEMEN	11
CLIENTS FAE	5 540
ETAT - PRODUIT A RECEVOIR	28 631
INTERETS COURUS A RECEVOIR	6 322
Total	40 504

Notes sur le bilan

Dépréciation des actifs

Les flux s'analysent comme suit :

	Dépréciations au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	297 213		157 098	140 115
Immobilisations financières	6 089 837	413 606	371 684	6 131 759
Stocks				
Créances et Valeurs mobilières	660 169	9 710	197 017	472 862
Total	7 047 218	423 316	725 798	6 744 736
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation		9 710	342 285	
Financières		413 606	371 684	
Exceptionnelles			11 830	

Dépréciation des immobilisations

Informations sur le mode et la méthode de dépréciation :

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué : la valeur nette comptable de l'actif immobilisé est comparée à sa valeur actuelle.

Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière, si l'actif continue à être utilisé, est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

Toutefois, lorsque la valeur actuelle n'est pas jugée notablement, c'est à dire de manière significative, inférieure à la valeur nette comptable, cette dernière est maintenue au bilan.

La comptabilisation d'une dépréciation modifie de manière prospective la base amortissable de l'actif déprécié.

Notes sur le bilan

Capitaux propres

Composition du capital social

Capital social d'un montant de 5 607 000,00 euros décomposé en 3 738 000 titres d'une valeur nominale de 1,50 euros.

	Nombre	Valeur nominale
Titres composant le capital social au début de l'exercice	3 738 000	1,50
Titres émis pendant l'exercice		
Titres remboursés pendant l'exercice		
Titres composant le capital social à la fin de l'exercice	3 738 000	1,50

Affectation du résultat

Décision de l'assemblée générale du 17/09/2020.

	Montant
Report à Nouveau de l'exercice précédent	13 868 165
Résultat de l'exercice précédent	-2 164 128
Prélèvements sur les réserves	
Total des origines	11 704 037
Affectations aux réserves	
Distributions	
Autres répartitions	
Report à Nouveau	11 704 037
Total des affectations	11 704 037

Notes sur le bilan

Tableau de variation des capitaux propres

	Solde au 01/04/2020	Affectation des résultats	Augmentations	Diminutions	Solde au 31/03/2021
Capital	5 607 000				5 607 000
Primes d'émission Ecart de réévaluation	417 574				417 574
Réserve légale	560 700				560 700
Réserves générales Réserves réglementées	6 537 549				6 537 549
Report à Nouveau	13 868 165	-2 164 128			11 704 037
Résultat de l'exercice	-2 164 128	2 164 128	280 069		280 069
Dividendes					
Subvention d'investissement Provisions réglementées					
Total Capitaux Propres	24 826 860		280 069		25 106 929

Notes sur le bilan

Provisions pour risques et charges

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change	506 294	322 109	506 294		322 109
Pensions et obligations similaires	123 302	10 132			133 434
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	48 438		48 437		
Total	678 034	332 241	554 731		455 543
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		10 132	48 438		
Financières		322 109	506 294		
Exceptionnelles					

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 1 836 727 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an et à 5 ans au plus	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	379 642	379 642		
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	135	135		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 035 270	1 035 270		
Dettes fiscales et sociales	394 244	394 244		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	27 436	27 436		
Produits constatés d'avance				
Total	1 836 727	1 836 727		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice dont :	755 241			
(**) Dont envers Groupe et associés	135			

Notes sur le bilan

Dettes garanties par des sûretés réelles

	Dettes garanties	Montant des sûretés	Valeurs des biens donnés en garantie
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit			
Emprunts et dettes divers			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			
Dettes fiscales et sociales			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			
Total			

Charges à payer

	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	36
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	293 821
Dettes fiscales et sociales	306 563
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	
Total	600 420

Notes sur le bilan

Autres informations

Actions propres

En compte 2771 ou 2772 à la date de clôture de l'exercice :

- . En nombre : 265 624
- . En valeur : 1 008 243 euros

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CHARGES CONSTATEES D AVANCE	59 977		
Total	59 977		

Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires

	France	Etranger	Total
Ventes de produits finis	2 332 456	3 684 354	6 016 810
Ventes de produits intermédiaires			
Ventes de produits résiduels			
Travaux			
Etudes			
Prestations de services	42 419		42 419
Ventes de marchandises			
Produits des activités annexes	6 565	458 525	465 090
TOTAL	2 381 440	4 142 879	6 524 319

Charges et produits d'exploitation et financiers

Résultat financier

	31/03/2021	31/03/2020
Produits financiers de participation	1 940 608	500 000
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	23 353	46 936
Reprises sur provisions et transferts de charge	877 978	497 192
Différences positives de change	60 207	25 931
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers	2 902 147	1 070 059
Dotations financières aux amortissements et provisions	735 714	1 031 848
Intérêts et charges assimilées	256 123	11 287
Différences négatives de change	116 702	4 214
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières	1 108 539	1 047 349
Résultat financier	1 793 607	22 710

Notes sur le compte de résultat

Charges et Produits exceptionnels

Résultat exceptionnel

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	71 088	
Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	101 830	
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion		22 770
Produits des cessions d'éléments d'actif		104 377
Autres produits sur exercices antérieurs		2 382
Reprise provision exceptionnelle		11 830
TOTAL	172 917	141 358

Résultat et impôts sur les bénéfices

Notes sur le compte de résultat

Accroissements et allègements de la dette future d'impôt

La situation fiscale latente, compte tenu d'un taux d'impôt sur les sociétés valorisé à 26,5% fait ressortir une créance future d'un montant de 4 006 140 euros. Ce montant ne tient pas compte d'un éventuel paiement de la contribution sociale sur les bénéfices.

	Montant
Accroissements de la dette future d'impôt	
Liés aux amortissements dérogatoires	
Liés aux provisions pour hausse des prix	
Liés aux plus-values à réintégrer	
Liés à d'autres éléments	
A. Total des bases concourant à augmenter la dette future	
Allègements de la dette future d'impôt	
Liés aux provisions pour congés payés	
Liés aux provisions et charges à payer non déductibles de l'exercice	623 194
Liés à d'autres éléments	
B. Total des bases concourant à diminuer la dette future	623 194
C. Déficits reportables	14 494 315
D. Moins-values à long terme	
Estimation du montant de la créance future	4 006 140
Base = (A - B - C - D)	
Impôt valorisé au taux de 26,5 %.	

Autres informations

Effectif

Effectif moyen du personnel : 38 personnes.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	16	
Agents de maîtrise et techniciens	8	
Employés	4	
Ouvriers	10	
Total	38	

COMPTE PERSONNEL DE FORMATION

La loi du 4 mai 2004 ouvre, sous certaines conditions, pour les salariés des entreprises françaises un droit à formation d'une durée de 20 heures minimum par an cumulable sur une période de 6 ans. Les dépenses engagées dans le cadre de ce droit individuel à la formation (D.I.F.) sont considérés comme des charges de la période et ne donnent pas lieu à comptabilisation d'une provision sauf situation exceptionnelle.

La loi du 5 mars 2014 relative à la formation met en œuvre le compte personnel de formation (CPF) qui remplace le DIF à compter du 1er janvier 2015.

Les heures de formation au titre du DIF sont transférables et pourront être mobilisées dans les conditions du CPF jusqu'au 30 juin 2021.

Le DIF est remplacé à compter du 1er janvier 2015 par le compte personnel de formation. Les heures accumulées au 31 décembre 2014 au titre du DIF peuvent être utilisées jusqu'au 30 juin 2021.

Informations sur les dirigeants

Rémunérations allouées aux membres des organes de direction

Cette information n'est pas mentionnée car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Identité de la société mère consolidant les comptes de la société

Dénomination sociale : TRILOGIQ SA

Forme : Société anonyme

Au capital de : 5 607 000 euros

Adresse du siège social :

5 rue Saint Simon

95310 SAINT OUEN L'AUMONE

Autres informations

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 133 434 euros

- Part des engagements qui ont fait l'objet de provisions : 133 434 euros

Pour un régime à prestations définies, il est fait application de la recommandation ANC n°2013-02 datant du 7 novembre 2013.

Conséquences de l'événement Covid19

Règles et méthodes comptables

L'événement Covid-19 est susceptible d'avoir des impacts significatifs sur le patrimoine, la situation financière et les résultats des entreprises. Une information comptable pertinente sur ces impacts constitue un élément clé des comptes de la période concernée.

Pour cela, l'entreprise a retenu une approche ciblée pour exprimer les principaux impacts pertinents sur la performance de l'exercice et sur sa situation financière. Cette approche est recommandée par l'Autorité des Normes Comptables dans la note du 18 mai 2020 pour fournir les informations concernant les effets de l'événement Covid-19 sur ses comptes.

Méthodologie suivie

Les informations fournies portent sur les principaux impacts, jugés pertinents, de l'événement qui sont enregistrés dans ses comptes. Il a été fait une distinction entre les effets ponctuels et les effets structurels. Ces effets sont détaillés en tenant compte des interactions et incidences de l'événement sur les agrégats usuels en appréciant les impacts bruts et nets. Les mesures de soutien dont elle a bénéficié sont également évaluées.

L'événement Covid-19 étant toujours en cours à la date d'établissement des comptes annuels, l'entreprise est en incapacité d'en évaluer les conséquences précises sur les exercices à venir.

Impacts de l'événement Covid-19

Impact sur le bilan

Dans le contexte de l'évènement COVID-19, la société n'a eu recours ni au prêt garanti par l'Etat., ni au report de charges ou d'échéances d'emprunt.

Impact sur le chiffre d'affaires

L'évènement COVID-19 a engendré pour la société un ralentissement important des commandes durant la première période de confinement.

L'impact en terme de commandes au cours de la première période de confinement a été estimé à 30% de baisse.

Dans cette situation exceptionnelle, la société a eu recours à l'activité partielle pour un total de 4550 heures prises en charge par l'Etat à hauteur de 57K€.